

La presse algérienne, entre pressions, conquêtes professionnelles et entorses déontologiques

Avec un million d'exemplaires tiré chaque jour, l'Algérie se targue d'avoir une presse plus plurielle que ses voisins.

Youssef Zerarka

Sauf rebondissement dont la scène politico-médiatique algérienne a le secret, la presse algérienne vivra le passage de 2005 à 2006 avec un des siens, un directeur d'organe, en prison. Pour la seconde fin d'année consécutive, Mohammed Benchicou, l'une des plus belles plumes de l'histoire de la presse algérienne, sera privé d'une passion à laquelle il n'a cessé de se livrer depuis le lancement, au plus fort de la crise algérienne, du journal *Le Matin*.

Soumis au régime carcéral depuis juin 2004, déposé de support après la liquidation de son quotidien, ce talentueux journaliste n'aura pas la possibilité de revisiter, comme il en a l'habitude, l'année qui s'achève. Et de broser l'état des lieux algériens à commencer par celui de la presse. Une quotidienneté jalonnée de contraintes, de réussites et de ratages professionnels. Une presse qui, selon les périodes, passe du sentiment d'espérances à celui du désenchantement.

Sujet parmi tant d'autres de l'actualité algérienne, « l'affaire Benchicou » comme on l'appelle à Alger n'en est pas moins emblématique du vécu de la presse algérienne. De quelque angle qu'on l'aborde, elle constitue, à l'évidence, un échantillon saillant des débats qu'elle n'en finit pas de susciter. Un presse à l'image d'autres secteurs de la vie nationale avec son lot de « lumières » et « d'ombres ». Une somme de pages glorieuses qui font brûler d'envie bien des professionnels du monde arabe. Une presse forte de ses nombreuses conquêtes professionnelles, de ses résistances face aux adversités de tous bords (violence islamiste, répression du pouvoir, fragilité économique). Mais aussi – difficile de s'en cacher –, une presse avec ses erreurs, ses dépassements et autres entorses aux règles déontologiques. Erreurs attribuées tantôt à la passion débordante de sa jeunesse, tantôt aux pressions intenable qui pèsent sur elle, tantôt à ses relations réelles ou supposées avec des chapelles de natures et d'obédiences diverses.

A l'heure de rentrer dans sa seizième année, quel tableau présente la presse algérienne ? Vaste question dont les réponses, multiples, varient selon les grilles de lecture et, plus encore, selon les parties chargées d'y répondre. Le profil que brosent les journalistes algériens – ou une partie d'entre eux – de leur presse et de leur

exercice professionnel n'est pas le même que celui dressé par certains de leurs pairs étrangers et de certaines des ONG actives dans le domaine de la presse.

Parce qu'elle s'est retrouvée – par choix ou entraînée malgré elle – au cœur de la crise des années quatre-vingt-dix, l'« expérience algérienne » n'est pas appréciée et notée de la même manière selon que l'on est officiel algérien, acteur de l'opposition radicale ou proche du pouvoir, journaliste de la presse privé ou publique, confrère étranger du Maghreb ou d'Europe. Les observations émises par les uns ne sont pas forcément celles, autrement plus nuancées, faites par les autres.

Une presse de plus en plus nombreuse

A moins d'en broser un tableau injustement réducteur, il est difficile pour le moindre des inventaires de ne pas commencer par le commencement. Il s'agit du profil physique de cette presse. En moins de deux décennies, elle a réussi, dans un contexte politico-sécuritaire pourtant guère clément, de se donner une singulière allure. Une allure que personne, y compris parmi les précurseurs de la presse privée algérienne, ne s'imaginait juste à la veille des émeutes sanglantes d'octobre 1988, premiers affrontements entre l'armée et les algériens depuis l'indépendance du pays le 5 juillet 1962.

Au soir de 2005, il suffit de sillonner les rues d'Alger ou de naviguer sur les sites en relation avec l'Algérie pour prendre la mesure de sa taille. Entre quotidiens et hebdomadaires, une multitude de titres s'étale sur les devantures des kiosques ou s'affiche à la moindre requête des internautes intéressés par l'Algérie. Depuis le début de l'« aventure intellectuelle », formule du premier ministre réformateur, Mouloud Hamrouche (1989-1991) auquel les algériens doivent le passage de la presse unique à la presse plurielle, le paysage médiatique national a vu la naissance de plus d'une centaine de titres. Des titres à la périodicité et aux contenus divers : quotidiens, hebdomadaires, mensuels, généralistes, spécialisés, partisans, etcétera.

Certains – et ils sont très nombreux – n'ont pas résisté à l'épreuve des faits. Ils ont été irrémédiablement em-



L'« affaire Benchicou » est un exemple de la situation de « lumières » et « d'ombres » de la presse algérienne. / AP RADIALPRESS

portés, victimes les uns d'échec professionnelle, les autres de conflits d'intérêt entre associés ou de coups de boutoir du pouvoir. Dans ce dernier registre, on peut citer, selon l'ordre chronologique des faits, l'hebdomadaire *La Nation* et le quotidien *Le Matin*. Le premier s'est éteint courant 1995 moins de cinq ans après sa naissance. Lancé à l'initiative d'un groupe de journalistes parmi les plus professionnels du pays, il s'est inscrit, dès le départ, dans une ligne éditoriale farouchement opposée aux choix politiques et sécuritaires de l'après-législatives de décembre 1991. Son traitement de l'actualité lui a valu d'être dans la ligne de mire des autorités qui, au moyen de subterfuges, l'ont forcé à mettre la clé sous le paillason.

Plus récente, la mort du *Matin* a eu lieu dans le contexte que tout le monde connaît : l'incarcération de son directeur pour « infraction à la législation des changes », suivie de la suspension du journal pour non règlement de ses dettes envers la société d'impression et l'administration fiscale et, enfin, la mise en vente de ses locaux par cette dernière. Motifs de cette offensive sans précédent

depuis la « circulaire Hamrouche » : droit commun, arguent les autorités. Règlement de compte politique, rétorquent la famille de la presse et plusieurs pans du paysage politique qui y voient le prix payé par *Le Matin* pour sa ligne au vitriol contre la politique du chef de l'Etat.

En revanche, d'autres titres ont réussi à mettre le cap sur « l'aventure intellectuelle » en cheminant au travers d'un parcours semé d'embûches. C'est le cas d'*El Watan*, l'un des plus en vus par l'étranger, de *Liberté*, du *Soir d'Algérie*, d'*El Khabar* (arabe) ou de *La Tribune*, titres nés, à quelques d'intervalles près, entre septembre 1990, date de l'entrée en vigueur de la circulaire du premier ministre Hamrouche, et 1994. D'autres expériences réussies ont vu le jour plus tard. A l'exemple du *Quotidien d'Oran*, journal lancé juste vers la fin de la première moitié de la décennie quatre-vingt-dix. De titre régional, il a fini par s'imposer parmi les tous premiers médias du pays.

Tous genres confondus (quotidiens, périodiques, nationaux et locaux), la presse écrite algérienne est créditée, rien de moins, d'un tirage quotidien moyen d'un million

d'exemplaires. Avec un taux de pénétration – le plus important du Maghreb – de 40 titres pour mille habitants, selon un récent audit réalisé par une société française spécialisée et consacré, pour l'essentiel, à la presse marocaine. Le volume est impressionnant au regard des tirages qui, de l'Atlantique au golfe arabo-persique, composent la presse arabe. En l'absence d'un organisme indépendant de justification de la diffusion (OJD) comme il en existe en Europe, l'évaluation de l'importance des uns et des autres relève d'un exercice délicat.

Cette question a été, depuis toujours, un thème de polémique et de controverse entre les journaux, du moins les plus importants. Le tirage revendiqué par l'un est aussitôt contesté par l'autre et vice-versa. Selon les indicateurs les plus généralement cités, c'est le quotidien arabophone *Al Khabar* qui se détache en tête avec un tirage dépassant largement les 400 000 exemplaires, voire frisant les 500 000 si l'on en croit certains. Vient en seconde place *Le Quotidien d'Oran*, suivi de *Liberté*, puis d'*El Watan* et du *Soir d'Algérie*. Ces quatre titres – les plus tirés – sont également les mieux vendus parmi les titres francophones. Leurs tirages oscilleraient entre 170 000 pour le premier et 80 000 exemplaires pour le dernier, indicateurs difficiles à confirmer en l'absence d'OJD.

D'une presse unique à une plurielle

Hors indicateurs « physiques », qu'en est-il du contenu de cette presse ? De sa liberté de ton ? Est-elle « la presse la plus libre du monde arabe » comme elle se décline elle-même et selon l'image qu'en renvoient aussi des observateurs occidentaux et même arabes ? Cette question, plus que d'autres, fait débat à Alger. Si les journalistes algériens s'attribuent, au demeurant à raison, bien des mérites, d'aucuns parmi eux estiment que l'« expérience algérienne » n'est pas indemne de tout reproche.

Métamorphose incontestable, la presse algérienne est passée, en un cycle calendaire quasiment record, du statut de « presse unique » à celui de presse plurielle. Les rédactions de 2005 n'ont rien à voir avec celles d'avant 1988 ; rédactions où les marges de liberté étaient quasiment étroites pour ne pas dire nulles. Qu'il s'agisse de politique, d'économie, de culture ou même de sport, tout était soumis aux lignes rouges. Des limites au delà desquelles la moindre petite audace s'exposait aux sanctions de censeurs veillant, non sans zèle, sur la « ligne ».

L'avènement de la presse privée a sonné le glas des années de plomb, ces tristes années au cours desquelles l'opinion publique, pour toute matière rédactionnelle, n'avait droit qu'à une seule version de l'actualité : le « TVB » ou « tout va bien » pour reprendre l'appellation pleine d'humour attribuée, dans les années soixante et 1970, au quotidien *El Moudjahid* par la rue algéroise. Aujourd'hui, les colonnes de la presse privée offrent un large éventail de sujets dont certains traitent de questions autrefois frappées du sceau de l'interdit : attaques en règle contre les responsables, rôle de l'armée dans la vie nationale,

corruption, erreurs et autres facettes moins glorieuses de la lutte de libération nationale.

Au vu de la teneur qui, tout au long de la période 1990-2005, imprime les pages de la presse privée, tout se passe comme si la presse algérienne jouit d'une liberté de ton sans pareil sous les autres cieus arabes. Du chef de l'Etat au chef d'entreprise économique en passant par le premier ministre, les chefs de l'armée, les ministres et les préfets, rien n'échappe aux adeptes de la plume vitriolée. Un tel est critiqué pour ses « vellétés autoritaires », tel autre pour ses « décisions injustes », tel troisième pour son goût immodéré pour la manipulation, tel quatrième pour sa prédilection pour les affaires. « C'est la preuve que nous faisons un journalisme libre à rebours de celui, conformiste, exercé dans les médias publics », clament, à l'appui de ces exemples, des journalistes algériens. Jugement vrai mais en partie seulement, rectifient d'autres qui refusent d'aller si vite en besogne. Ces derniers y voient moins la manifestation d'un journalisme vertueux que les effets d'une situation engendrée par des facteurs divers : manœuvres politiciennes, manipulations, mélange de genre entre presse et affairisme, etcétera.

A la charge de la presse algérienne, on peut citer aussi une politisation excessive. Cette façon de faire l'a impliquée, bien au delà du seuil convenu, dans la politique au détriment de ses vocations naturelles. A maintes reprises, dans les moments les plus tendus de la vie politique nationale, elle s'est emparée d'un rôle qui n'était pas le sien. « Un rôle qui, logiquement, échoit aux partis politiques », fait remarquer un journaliste français très familier de l'Algérie.

Pour pertinentes qu'elles soient, ces remarques n'occulent pas pour autant les mérites de la presse algérienne. Une corporation dont on ne rappellera jamais assez le terrible prix qu'elle a payé pendant les années de sang. Entre journalistes, photographes, cameramens et personnel de soutien (opérateurs de presse, administratifs et chauffeurs), plus de 70 des siens ont été assassinés. Dans l'histoire des souffrances journalistiques dans le monde, peu de corporations ont autant souffert que la communauté journalistique algérienne. Autant que les dangers physiques, la « décennie rouge » a également pesé sur la marche de cette presse. A peine mise en branle, elle s'est retrouvée en butte à une situation inédite d'insécurité et de menaces avec tout ce que cela génère comme contraintes sur son travail. Elle a été ralentie dans son élan au moment même où elle se lançait dans « l'aventure intellectuelle ». Et rien que pour avoir survécu aux années de braises, elle mérite un bon point. Une sorte de « fait d'armes » qui ne la dispense pas de faire périodiquement son examen de conscience. Comme il lui arrive périodiquement – au gré des crises – d'en faire. C'est ainsi qu'elle pourra tendre dans la quête des objectifs qu'elle s'est assignés en 1990. Même si, il va sans le rappeler, elle exerce sur fond de cadre réglementaire et pénal jugé répressif par les professionnels et un environnement politique encore réticent à l'idée d'une ouverture totale du champ médiatique. ■